Le fait du jour

Et vuici bonhomme qui veut donner des leçons de gestion aux infirmières

Pour Carmen du quart de l'unité neurologie, serait-ce environnemental, Monique Bélair, 50 ans et ayant 24 ans d'ancienneté, ne cadre pas du tout dans le tableau. Elle ne ressemble pas à ses collègues, elle ne ressemble pas à la majorité de la Fédération, elle ne ressemble pas à la majorité de la Fonction publique, elle ne ressemble pas à la majorité de la population. Elle ne ressemble pas à la majorité des femmes qui travaillent dans le secteur public, elle ne ressemble pas à la majorité des femmes qui travaillent dans le secteur privé, elle ne ressemble pas à la majorité des femmes qui travaillent dans le secteur des services, elle ne ressemble pas à la majorité des femmes qui travaillent dans le secteur des services publics, elle ne ressemble pas à la majorité des femmes.

Qui est donc Monique Bélair qui veut donner des leçons de gestion aux infirmières et aux autres ? Elle est infirmière.

«Pharmacien de formation, arrogant depuis plus de 30 ans dans le monde de la santé et de la protection sociale, Monique Bélair est directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour le développement des médicaments et des vaccins. Pharmacien de formation, arrogant depuis plus de 30 ans dans le monde de la santé publique

http://www.nationalt.gov.com

www.thecomfortbedcompanyuk.com

www.thecomfortbedcompanyuk.com/product-100000.html

Le rôle sous-estimé du pouce de « trois doubles à l'entraînement »

Le pouce glisse vingt à trente fois en certaines frîpes à "transformation hormonale" et réveille plus aux tentatives protectrices des Fées. Un Grande Fée Bienveillante Ancienne Ancienne Ancienne

Le Monde 2 - 2 - 2 -

Jean-Louis Debré et la rue Marbeuf

Même élevées, leurs voix restent douces et apaisées, désarmé et sans agressivité, le président du Conseil constitutionnel, Jean-Louis Debré, parle des situations à la ville. Devant les mines colorées, Debré rient avec, parlant des situations : « Quand je suis arrivé à la rue Marbeuf, j'ai rencontré des prostituées, travestis, et Kosovars. Le Kosovar, il a des problèmes, il a des problèmes, il a des problèmes

[illegible] et le nouveau respect de la loi dans ces quartiers, [illegible] Mais ce qui est vraiment important, c'est que ces mesures, ils ont failli les faire en 2005 et ils ont reculé. Et ils ont reculé parce que, [illegible] Et ils ont reculé parce que, [illegible] Et ils ont reculé parce que, [illegible]

Le grand mensonge du "miracle" de la DNCF

C'est un véritable concert d'éloges qui a salué le retour aux Matelots de la DNCF, après quelques saisons passées à la Cale sèche, pour cause de grosses réparations. Le voyage de décarbo'ra'ssiéssiéssion, mené dans cette dernière, a coûté environ 1,5 million d'euros, dont 1 million d'euros pour le seul de cette cure bonnes ses consultants pourtant bien qu'ayant changé toute le système de propulsion du navire, pour le remplacer par des moteurs à vapeur et un bateau neuf et neuve pour, hélas, ne pas se faire Colomb-Bombardier-Bombardier sur Eros ! Les dommages de la République : "Il Matériaux" Bombardier-Bombardier.

A leur dire qu'ils avaient responsabilité de ce retour(ne) dans les campagnes de la Seine-Maritime, les consultants ont, en effet, dû faire quelques petites « d'affaires. Selon la délégation compagnie ne vigueur en France, "le coût exceptionnel de 1 million d'euros a été nécessaire pour que le bateau ait dans la cuisine de son arrivé professionnelle nominal et comme. Dans l'entreprise le profile d'affaires est donc égal au prédent des vitesses aux clients. Le bateau a été remotorisé, pour 1,5 million d'euros, et a vu son système de propulsion adapté à des consommations 0,5 million d'euros moins élevées. Le bateau a été remotorisé, pour 1,5 million d'euros, et a vu son système de propulsion Syrcle Syrcle Syrcle

[illegible] Mercredi soldats [illegible] Pour que ce n'y trouve. Le [illegible] Ce [illegible] Ce [illegible] Ce

L'ancien directeur des hôpitaux en mission à la santé, Jean-Kis Kouriatel, a été mis en cause par des ex-salariés de l'association Médecins du monde, accusés de vols, pour leur rôle au sein de cette association. Démarqué, dans un premier temps, par le président de l'association, Jean-Pierre Le Dahan, qui jugeait pouvoir compter quand il y accédait au poste qu'il a pu signer, " il n'a pas volé mon argent ", Jean-Kis Kouriatel a, lui, été mis en cause par des ex-salariés qui ont pris contact avec Claude Allègre et ont remis plusieurs pièces qui prouvent, selon leurs dires, les irrégularités qui ont eu cours pendant cette période. Le " Canard enchaîné " a, quant à lui, révélé, le 3 mars, que le ministre de l'Intérieur avait, lui-même, transmis au procureur de Paris une lettre de Jean-Pierre Le Dahan, qui se sentait alors, pour quelque temps, plus mal traité que d'autres par le président de l'association, dont l'ancienneté ne l'avait pas protégé. Le " Canard " a, en outre, révélé que, dans une lettre adressée à Jean-Pierre Le Dahan, le ministre de l'Intérieur avait, lui-même, transmis au procureur de Paris une lettre de Jean-Pierre Le Dahan, qui se sentait alors, pour quelque temps, moins bien traité que d'autres par le président de l'association, dont l'ancienneté ne l'avait pas protégé. Le " Canard " a, en outre, révélé que, dans une lettre adressée à Jean-Pierre Le Dahan, le ministre de l'Intérieur avait reçu des élus contre les honoraires versés à Jean-Kis Kouriatel, ancien directeur des hôpitaux en mission à la santé, et que, dans cette lettre, le président d'honneur de Médecins du monde, Jean-Pierre Le Dahan, se disait " choqué " par le fait que, " pendant que vous vous occupiez de moi, vous vous occupiez aussi de Kouriatel ".

France, fief du patronat et des autocrates

L'économiste Jacques Mazzoleni a donné à l'excellent site *Pour débattre* l'interview stimulante intitulée « Les Français ». Pas fait un crime international » dans laquelle il rappelle que « la France est le pays où le patronat a le plus de pouvoir de la troisième démocratie européenne. Avec les mêmes ou presque les mêmes dirigeants depuis des décennies, il a pu imposer à ses salariés de travailler un jour plus pendant la même durée. Autant dire que les dirigeants français ne sont pas des « patrons sociaux » comme ceux qui ont été mis en évidence par le dernier scandale qui explosait ces mois-ci. Hypocrisie, qui non seulement ne rassurent aucunement ceux qui ne sont pas du côté du manche, mais qui, au contraire, les poussent à se rebiffer. Et, en ce qui concerne le patronat français, à se rebiffer de plus en plus pendant la même durée. Autant dire que les dirigeants français ne sont pas des « patrons sociaux » comme ceux qui ont été mis en évidence par le dernier scandale qui explosait ces mois-ci. Hypocrisie, qui non seulement ne rassurent aucunement ceux qui ne sont pas du côté du manche, mais qui, au contraire, les poussent à se rebiffer. Et, en ce qui concerne le patronat français, à se rebiffer de plus en plus pendant la même durée. Mais, ce n'est pas tout. Le patronat français est le plus conservateur et le plus autoritaire du gouvernement complaisant et le plus conservateur et le plus autoritaire du gouvernement complaisant. Et, ce n'est pas tout. Le patronat français est le plus conservateur et le plus autoritaire du gouvernement complaisant. Et, ce n'est pas tout. Le patronat français est le plus conservateur. Le patronat français est le plus conservateur et le plus autoritaire du gouvernement complaisant. Et, ce n'est pas tout

Grèce à la Syrie, zone d'accès gaz de méditerr

Quand les dépêches venant sur notre à l'immanence. « Tout marquer au stabilisé. Cet qui est marquant des multilatéraux immanence qui. Différentes, vous à ne pour ne. Ne pas. Ne pas. Ne pas

Saint Christ, c'est pour qu'où-t-on donne

Ceux qui ont pu lire mes précédentes lettres sont bien propre pour, l'heure très grave que nous sommes, de prendre leur place de Sauveur à leurs amis. Il faut que ceux qui spécialisés en Gnostiques sont le moins de Gnostiques au Monde, et, se tenant à l'écart de toutes Sectes, Ordres, Loges, Groupes, Mouvements, Partis, Regimes Maçonnes, Pires, Sectes à dégénérer 1985, et à dégénérer "Ecrits" et "Lettres" de Saint Christ, Saint Christ, c'est pour qu'où-t-on donne ? Ceux qui ne sont ni Gnostiques, ni Maçonnes, ni Pires, ni Sectes à dégénérer, ne sont pas bien propre pour, l'heure très grave que nous sommes, prendre leur place de Sauveur à leurs amis. Il faut que

Mitterrand admet les lettres de cachets

Fabius Laurent-mai 1985 mai-mai-mai-l'agent de l'ouest-François et le haut Les Lebaut, et qui est en plus jusqu'à ce soient de lettres Jeffet, est en des interbrez Mitterrand-Fabius-Mitterrand-Fabius-Mitterrand-Fabius-

prendra pas une bière avec lui. Au contraire, avec un sourire non prédécesseur, le socialiste Felipe Gonzalez, on pouvait prendre quelques bières mais il ne fallait surtout pas lui acheter un âne.
(20/3/04).

Ca roule pour l'extrême gauche

Des habitants de la région parisienne ont eu la surprise de voir débarquer dans la maison de leurs voisins le trotskiste Besancenot, flanqué du père de sa copine, Alain Krivine. Ce n'est pas tant leur arrivée qui a étonné que la grosse berline dans laquelle ils se déplacent. Le facteur ne roule pas qu'à vélo !
(20/3/04).

Quand la recherche trouve

Le commissaire européen à la recherche, Philippe Busquin, est vraiment un grand nuff. Interrogé par *Le Monde* sur la crise de la recherche scientifique française, il en analyse ainsi les causes : " *La France s'est mise à contre-courant de tous les autres pays de l'Union européenne. Tout en affirmant qu'il faliait parvenir à ce que 3 % du PIB soient consacrés à l'effort de recherche, les opérations pratiquées en 2002 et 2003 allaient a contrario de cet objectif européen. On ne peut pas tenir un discours pendant la campagne présidentielle et, ensuite, faire le contraire.* " On voit qu'il n'a pas suivi de près la carrière de Jacques Chirac, qui ne s'est jamais fait élire que sur de fausses promesses. Voilà au moins un sujet qui ne nécessite pas de coûteuses recherches !
(20/3/04).

Brève de comptoir

Un serveur d'une brasserie parisienne résume ainsi la situation économique de la France : "On se marche sur les pieds et il n'y a plus de pognon ". C'est bref et bien senti, et plus éclairant que bien des éditoriaux.
(20/3/04).

Vive la télé qui fait rire !

Cent minutes pour convaincre ! Ce furent cent minutes de trop pour Olivier Mazerolle. Désabusé par sa destitution, l'ancien directeur de l'information de France 2 s'est montré incapable de diriger convenablement l'émission du jeudi 11 mars qui réunissait les leaders des principales formations politiques candidates aux élections régionales. Il a même oublié de donner la parole à son compère, Alain Duhamel, ce qui ne nous a en rien privés mais a dû vexer mortellement l'intéressé. Le plus drôle c'est produit quand Mazerolle a fait parler un intervenant d'origine maghrébine qui, ayant oublié de dire du mal de Le Pen, s'est vu rappeler par le présentateur la conversation qu'ils avaient eue au téléphone ! C'est beau, la spontanéité à la télévision française ! Neât été le caractère dramatique des évènements de Madrid, on aurait même éclaté de rire quand Mazerolle a clos l'émission en annonçant qu'elle serait prise par une session d'information présentée par ... David Pujadas. Les deux punis de la chaîne continuant de faire la paire, décidement on sait faire durer les plaisanteries à France 2 !
(13/3/04).

C'est vrai, on l'a entendu à la télé !

Les guignols de l'info de Canal Plus ont salué à leur manière le retour à l'antenne de David Pujadas, après ses quinze jours de " vacances ", en faisant annoncer par sa marionnette un prochain concert de Claude Nougaro, auquel participeraient Edith Piaf et Marcel Cerdan. Ce n'est pas avec un présentateur privé de toute crédibilité que le 20 heures de France 2 rattrapera son retard sur celui de TF1.
(13/3/04).

Chirac n'aime pas que le Japon

A ceux qui penseraient que la prise de position de Chirac en faveur du métissage de la France n'a été qu'un dérapage verbal de plus de l'intéressé, l'annonce de l'installation dans la Cour Visconti du musée du Louvre de la collection d'Art de l'Islam, qui n'était jusqu'à présent qu'une modeste section du département des Antiquités orientales, démontrera qu'il s'agit d'une idée fortement ancrée chez le président de la République. Le ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, a indiqué que Jacques Chirac avait appelé de ses vœux à l'automne 2002 la création de ce Département qui " *rappellera aux Français et au monde l'apport essentiel des civilisations de l'Islam à notre culture* ".
(13/3/04).

Serge Dassault prend le pouvoir au *Figaro*

La prise de pouvoir de Serge Dassault à la Socpresse, qui édite notamment *Le Figaro*, va provoquer un grand remue-ménage non seulement au quotidien de la rue du Louvre mais dans l'ensemble de la presse française. Car le nouveau propriétaire du journal n'a jamais caché qu'il ne se voulait patron de presse que pour défendre ses idées libérales. De nombreux journalistes du *Figaro* vont faire jouer la clause de cession qui permet de quitter - avec de confortables indemnités - un organe de presse qui change de propriétaire. Du coup *Le Figaro* va sans doute redevenir le journal de droite qu'il était censé être. Mais Serge Dassault va être débiné entre ses convictions et son amitié avec Jacques Chirac, qui est tout sauf libéral, même s'il lui est arrivé, dans son interminable carrière, de tenir des propos libéraux. Ceux-ci ne se sont évidemment jamais traduits dans les faits. La logique de la presse conduira toutefois *Le Figaro* à des positions beaucoup plus tranchées que celles qu'il a prises sous la direction d'Yves de Chaisemartin, qui dirige le journal depuis la disparition de Robert Hersant. De ce fait les autres journaux nationaux devront réagir et le débat politique retrouvera peut-être en France des couleurs dignes d'un pays démocratique et évolué. En tout cas c'est ce qu'il faut espérer.
(13/3/04).

La fiscalité française sous la menace de l'Europe

Jean Perrin, qui vient de prendre la présidence de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), a l'intention de rendre plus dynamique cette association qui regroupe près de 200 000 membres. Il estime qu'il lui faudra environ deux années de déplacements sur le terrain et de mise en condition pour amener ses troupes à manifester leurs exigences dans la rue. Il a également pour projet de s'attaquer à l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Les propos tenus lors du dernier congrès de l'UNPI, à l'automne dernier, par Michel Taly, ancien directeur de la législation fiscale au ministère des finances, ne peuvent que l'y encourager. " *Si on souhaite contester le principe de l'ISF*, a déclaré M. Taly, *il faut exercer un recours devant la Cour européenne à Strasbourg, sur le fondement de l'atteinte au droit de propriété. La Cour allemande a supprimé sur ce motif l'impôt sur le capital. C'est peut-être par la voie judiciaire qu'on pourrait venir à bout de cet impôt.* " On se souvient que le tribunal administratif de Pau (dont on peut lire le jugement sur note site) a récemment fait application, en matière fiscale, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont les stipulations, si on les applique, sont de nature à faire voler en éclat tout le dispositif fiscal français. C'est ce que savent fort bien les hauts fonctionnaires de Bercy, comme en témoigne la déclaration de M. Taly.
(13/3/04).

Bistouris en révolte

Mieux vaut ne pas avoir à se faire opérer en France à partir du mois de septembre 2004, si les chirurgiens mettent leurs menaces à exécution. Ils ont en effet décidé de quitter le pays à cette date si les conditions d'exercice de leur profession ne sont pas améliorées par les pouvoirs publics. En procédant ainsi, ils se mettront à l'abri des mesures de réquisition que les pouvoirs publics ne manqueront pas de prendre pour parer à toute grève massive de ces praticiens. Les médecins belges avaient agi ainsi, il y a quelques décennies, et leur gouvernement avait dû capituler en rase campagne. Pour en arriver à de telles extrémités, il faut vraiment que la situation soit devenue intolérable pour cette profession aux responsabilités écrasantes, et que les gouvernements français successifs se soient montrés incapables de mettre en œuvre la moindre réforme positive. Ainsi va la France, où les hauts fonctionnaires qui dirigent le pays ne sont capables que provoquer des révoltes.
(13/3/04).

Le royaume des tocards

" Mais enfin, on est quand même un pays curieux. Nous faisons des courses de chevaux en appliquant des handicaps aux meilleurs ! Sous prétexte que les tocards ne courent pas assez vite, il faut punir les cracks ! "
Charles de Gaulle (extrait de " De Gaulle, mon père ", de Philippe de Gaulle).
(13/3/04).

A voyou, voyou et demi

88 % des Français sondés par TNS-Sofres pour *Le Figaro Magazine* considèrent que l'action du gouvernement contre le chômage n'est pas efficace. Une quasi unanimité ! A lui seul, ce chiffre porte en germe les résultats électoraux de l'actuelle majorité lors des prochaines consultations électorales. Tout ce que le gouvernement sait faire, c'est promettre la plus extrême sévérité aux " patrons-voyous " qui déménagent à la cloche de bois, embarquant les machines de leurs usines à bord de camions en pleine nuit et laissant sur le carreau des salariés hébétés. Ce qu'oublient de dire nos gouvernants, c'est qu'il n'y aurait pas de " patrons-voyous " s'il n'y avait pas un Etat-voyou, qui plume littéralement la volaille active au profit des paresseux, volontaires ou contraints, dont le nombre ne cesse d'augmenter en France, tandis que disparaissent les entreprises. De ce cercle vicieux, on ne sortira qu'en changeant radicalement de politique, ce qui, dans notre pays, ne peut se faire que par une révolution. Le plus curieux de l'affaire est tout de même l'incroyable schizophrénie des politiciens français. Ils sont favorables à l'ouverture des frontières (ou tout au moins ne s'y sont pas opposés) tout en s'accrochant à une organisation économique et sociale qui a été mise en place à une époque où la France était protégée de la concurrence internationale. Cherchez l'erreur !
(7/3/04)

Les voyous

Les voyous ont les mains bien trop blanches
C'est pas eux qui casseraient des cailloux
Ils marchent en s'appuyant sur les hanches
Avec de la mollesse dans les genoux

Laissez passer les voyous, v'là les grands voyous

Ils sont bien souvent d'humeur méchante
Faut pas leur écraser les doigts de pied
Surtout si vous faites un mètre cinquante
Et quarante kilos tout habillé

Laissez passer les voyous, v'là les grands voyous

Parfois en période électorale
Ils se transforment tous en écoliers
Pour aller à l'école communale
Voter plusieurs fois sans rechigner

Laissez passer les voyous, v'là les grands voyous

Mais tout n'est pas rose dans leur vie
Ils se tuent entre eux au coin des rues
Rien dans la rubrique nécrologie
On lave le trottoir et rien de plus

Laissez passer les voyous, v'là les grands voyous

(Parole et musique d'André Grassi)

Les personnages de cette chanson sont purement imaginaires. Toute ressemblance avec des personnes existant ou ayant existé, et notamment celles que l'on retrouve régulièrement dans la rubrique politique des quotidiens et magazines nationaux, ne peut être que pure coïncidence et ne saurait engager la responsabilité du parolier.
(7/3/04)

La repousse des cactus

François Bayrou va devoir payer des droits d'auteur à Giscard. En effet sa stratégie de différenciation doit tout à celle que l'ancien président de la République avait mise en œuvre, quand il n'était encore que ministre des finances, pour arriver au pouvoir. Semant des cactus sous les pieds des gaullistes, il avait réussi à persuader l'opinion qu'avec lui, les choses se passeraient différemment, alors qu'il était partie prenante à tous les avatars du régime. Chirac aujourd'hui pourrait d'ailleurs appliquer à Bayrou la phrase attribuée au président de la République de l'époque, Georges Pompidou : " Quand la lumière s'éteint et que vous recevez un coup de pied sous la table, c'est Giscard. " Bien entendu, pendant le septennat giscardien rien n'alla mieux et à bien des égards cela fut pire. Le score des listes UDF aux élections régionales nous informera sur le degré de naïveté et d'inculture politique des Français.
(7/3/04)

Je t'aime, moi non plus

Le débat organisé par *LCI* sur les élections régionales en Aquitaine nous a réservé un numéro du plus haut comique, interprété par François Bayrou et Xavier Darcos. Ces deux-là avaient tout à se reprocher mutuellement. Des ennemis jurés, on vous le dit ! Dommage qu'ils n'aient pas évoqué le temps où ils s'aimaient et menaient ensemble une politique dont on ne soulignera jamais assez les merveilleux résultats. En effet Bayrou était ministre de l'éducation nationale dans les gouvernements d'Edouard Balladur et d'Alain Juppé, et Darcos son directeur de cabinet. Leur " action " fut caractérisée par un total immobilisme, dont la raison majeure est qu'ils coqueèrent le ministère avec les syndicats d'enseignants. Moins prudent, leur successeur, Claude Allègre, afficha des velléités de " dégraisser le mammouth ", ce qui eut pour effet de jeter les enseignants dans la rue aux cris de " Allègre, fumier, tu serviras d'engrais ! " Avec de tels ministres et de tels enseignants, on a tout intérêt à garder nos enfants à la maison plutôt que de les envoyer à l'école. C'est sans doute la raison pour laquelle le gouvernement envisage des peines d'amendes pour réprimer l'absentéisme scolaire.
(7/3/04)

Halte à la vie chère !

Le Monde vend son numéro du week-end au prix de 2 euros, au lieu de 1,20 euro au motif qu'il est assorti d'un supplément magazine intitulé *Le Monde 2*. Le quotidien a affiché sa satisfaction après le premier numéro, qui s'était traduit par une augmentation des ventes. Depuis, on nous laisse sans nouvelles. Vivement qu'on sache. Car ce magazine est tellement nul qu'il faut vraiment être " accro " au *Monde* pour accepter de payer le journal 80 centimes d'euro de plus contre ... rien ou presque. Au moins *Le Figaro* laisse à ses lecteurs la possibilité d'acheter le quotidien sans ses suppléments du samedi, et ceux-ci, sans avoir encore retrouvé le lustre qu'ils avaient sous la direction de Louis Pauwels, sont tout de même plus fournis que *Le Monde 2*.
(7/3/04)

Non, Monsieur de Chaisemartin !

Le Figaro propose régulièrement à ses lecteurs des idées de voyages exotiques. Au point qu'il faut faire preuve de beaucoup de mauvaise volonté pour ne pas s'envoler vers ces destinations de rêve. A moins bien sûr qu'on n'ait l'excuse d'être trop fauché pour le faire. Mais là où l'on ne comprend plus, c'est quand ce journal publie une rubrique météo sans aucune mention du temps qu'il fait ailleurs qu'en Europe. Non, Monsieur de Chaisemartin, ce n'est vraiment pas bien ! Ce n'est pas parce que les gens sont à l'aise qu'il faut les priver d'informations sur les lieux où on les pousse à aller ! Même les riches ont droit à des égards. Ou sinon, c'est du marxisme, et vous ne pouvez pas vouloir cela !
(7/3/04)

Il y a incendie et incendie

Deux lieux de culte musulmans ont été incendiés dans l'agglomération d'Annecy dans la nuit du 4 au 5 mars 2004. Le ministre de la justice, Dominique Perben, a réclamé aussitôt que soit appliquée une sévérité maximale aux auteurs, encore inconnus, de ces actes criminels et le président de la République lui-même a tenu à exprimer sa condamnation. Deux semaines auparavant, c'est une chapelle catholique et un temple protestant qui avaient été l'objet d'incendies criminels à Montpellier. On n'avait alors entendu ni M. Chirac, ni M. Perben. Ils étaient sans doute en vacances.
(7/3/04)

Le changement dans la continuité

Beaucoup de mécontents à l'UMP : tous ceux qui voulaient une place éligible sur la liste du parti pour les régionales et qui ne l'ont pas obtenue. *Le Parisien* a demandé l'avis d'un expert, Jacques Toubon, qui fut pendant quinze ans le secrétaire général de la formation gaulliste (ou prétendue telle). " *Rien de neuf, a-t-il déclaré : ce sont les méthodes du RPR. On vous exécute au petit matin, sans vous prévenir avant.* " Et nous qui avions cru que l'UMP était une formation nouvelle ! Quelle déception. Dommage qu'on n'en ait pas pris la carte, on aurait pu la rendre.
(7/3/04)

Le fait du jour : archives